

**ÉTAT DES SERVICES PUBLICS - SESSION 2015**

**CONCOURS INTERNE DE CONSEILLERS D'ORIENTATION-PSYCHOLOGUES**

Nom de famille..... Prénom (s)..... Votre n° d'inscription  
 \_\_\_\_\_  
 Nom d'usage ou d'épouse ..... Né(e) le \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_ Académie :.....

Fonction actuelle.....

ÉTABLISSEMENT(S) où les fonctions ont été remplies	Qualité ou grade	Fonctions exercées (1)	du	au	Quotité de service (2)	total des services (réservé à l'administration)			Visa du chef d'établissement (3)
			jj/mm/aaaa	jj/mm/aaaa		années	Mois	jours	
<b>TOTAL à la date de clôture des registres d'inscription</b>									

**Certifié sincère et véritable. Toute déclaration inexacte entraîne la perte du bénéfice d'une éventuelle admission au concours**

A.....le \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

**Signature du candidat**

(1) Services publics

(2) Préciser la quotité par rapport au service complet, exemple : 12/18<sup>ème</sup>

(3) Pour chaque période mentionnée par le candidat, le visa est donné obligatoirement par le chef d'établissement où le candidat exerce au moment de son inscription au vu des pièces justificatives dont il dispose, à défaut par les services académiques.

## Concours internes de COP

### NATURE ET DURÉE DES SERVICES

### JUSTIFICATIFS A JOINDRE AU PRÉSENT ÉTAT DES SERVICES

Pour plus de précisions, vous pouvez consulter les conditions d'inscription sur Internet à l'adresse  
<http://www.education.gouv.fr/siac2> rubrique « Guide concours »

**Les candidats doivent justifier de trois années de services publics à la date de clôture des registres d'inscription.**

#### Calcul des services

Les services sont totalisés dans le cadre de l'année scolaire. Ils sont pris en compte dans les conditions ci-après :

- les services à temps partiel (50 % et au-delà) sont considérés comme des services à temps plein.
- les services discontinus sont considérés comme des services à temps plein dès lors qu'ils représentent au moins 50 % d'un équivalent temps plein.
- les services incomplets inférieurs à 50 % ou les services discontinus représentant moins de 50 %, sont comptabilisés forfaitairement pour la moitié d'une année quelle que soit la quotité de temps travaillé.
- les services effectués entre le **1<sup>er</sup> septembre et la date de clôture des registres d'inscription** sont comptabilisés forfaitairement pour six mois.
- les services militaires dont la durée est inférieure à six mois sont pris en compte pour six mois, ceux dont la durée est supérieure à six mois sont pris en compte pour un an. La journée défense et citoyenneté ne peut donner lieu à forfaitisation.

#### Pièces justificatives à joindre au présent état des services :

- Le présent état des services accompagné de la photocopie de l'arrêté de titularisation pour :

les fonctionnaires titulaires qui sont en service en tant que titulaires depuis un laps de temps au moins égal à celui qu'exige la réglementation particulière du concours (ou qui l'atteignent avec des services militaires).

- Le présent état des services accompagné de la photocopie des pièces qui justifient de la nature et de la durée des services ainsi que du cadre juridique dans lequel ils ont été accomplis pour :

- les fonctionnaires faisant appel à des services en qualité d'agent non titulaire pour justifier de l'ancienneté requise ;
- les agents non titulaires exerçant des fonctions d'information et d'orientation dans les services d'information et d'orientation et dans les établissements d'enseignement publics relevant du ministre chargé de l'éducation ainsi que les candidats ayant exercé ces fonctions dans les mêmes établissements pendant tout ou partie de la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre de l'une des six dernières années scolaires et la date de clôture des registres d'inscription au concours ;
- les militaires.
- les ressortissants des États membres de l'Union Européenne ou d'un autre état partie à l'accord sur l'Espace économique européen autres que la France, admis à se présenter aux concours internes sur le fondement du 2° de l'article 19 de la loi n° 84-16 du 1<sup>er</sup> janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.

Il appartient aux candidats qui demandent la prise en compte de services publics accomplis hors du cadre de l'éducation nationale, de fournir tous éléments utiles d'information et/ou toutes pièces justificatives (arrêtés de nomination, contrats, certificats d'exercice...) en s'adressant à l'autorité dont ils dépendaient pendant ces périodes.

Selon les dispositions de l'article 20 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, la vérification par l'administration des conditions requises pour concourir doit intervenir au plus tard à la date de la nomination.

Il ressort de ces dispositions que :

- la convocation des candidats aux épreuves ne préjuge pas de la recevabilité de leur demande d'inscription.
- lorsque le contrôle des pièces fournies montre que des candidats ne remplissent pas les conditions requises pour faire acte de candidature, ils ne peuvent ni figurer, ni être maintenus sur la liste d'admissibilité ou sur la liste d'admission, ni être nommés en qualité de stagiaire (concours interne), ni bénéficier d'un contrat provisoire (CAER) qu'ils aient été ou non de bonne foi.

En cas de fausses déclarations, le candidat est passible des sanctions pénales prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal.